



À L'INTÉRIEUR

2 COUP D'ŒIL SUR L'ÉCONOMIE

3 ORIENTATIONS ÉCONOMIQUES PLEINS FEUX : UNE ÉCONOMIE POUR LE 1 % DES PLUS RICHES



4 LA HAUSSE DU CHÔMAGE PROUVE QU'IL FAUT RÉFORMER L'ASSURANCE-EMPLOI

UNE DETTE PUBLIQUE GÉRABLE EST BONNE POUR L'ÉCONOMIE

5 SALAIRES ET INFLATION : LES TENDANCES

LES BUDGETS DES FAMILLES SONT AFFECTÉS PAR LA HAUSSE DES PRIX DES ALIMENTS

6 LES INFRASTRUCTURES DU CANADA ONT BESOIN D'UNE ATTENTION IMMÉDIATE

LES INVESTISSEMENTS DANS LES INFRASTRUCTURES POURRAIENT ÊTRE PLUS PROGRESSISTES

7 LES BONS EMPLOIS VERTS CONTRIBUENT À LA RÉDUCTION DES ÉMISSIONS DE GES

8 REVENU MINIMUM GARANTI : UNE BONNE IDÉE... À BONIFIER

SCFP / Syndicat canadien
de la fonction publique

PORTRAIT GÉNÉRAL **REPRISE ÉCONOMIQUE**

Rebâtir notre économie en investissant dans le secteur public et en luttant contre les inégalités

La chute des prix du pétrole a mis en lumière les faiblesses et les déséquilibres fondamentaux de l'économie canadienne. En raison du ralentissement de la croissance et de l'augmentation des pertes d'emploi, des mesures positives doivent être prises. Nos gouvernements doivent changer leur approche en profondeur afin de stimuler la croissance, créer des emplois et réduire les inégalités.

Huit ans après la dernière grande récession, l'économie bâtit encore de l'aile. La croissance économique n'a pas encore atteint le tiers de ce qu'elle était lors des reprises précédentes. Depuis 2008, nous avons connu une mini-récession et nous pourrions bientôt en connaître une autre. La réaction immédiate à la crise financière mondiale a bien permis d'éviter la dépression. Cependant, les gouvernements ont par la suite trop misé sur la faiblesse des taux d'intérêt et trop réduit leurs dépenses, ce qui a freiné la reprise économique.

Le nouveau gouvernement fédéral libéral prévoit stimuler l'économie en déposant un budget comprenant des investissements dans les infrastructures et dans certains services publics. Pour leur part, de trop nombreux gouvernements provinciaux continuent de nuire à la

croissance en maintenant le cap sur la réduction de dépenses et l'austérité.

L'augmentation des investissements visant à relancer l'économie est un bon point de départ, mais, malheureusement, les inégalités continuent de ralentir la croissance économique. Une économie en santé a besoin d'un plus grand nombre de bons emplois et d'une hausse des salaires plus soutenue. Au lieu de nous entêter à maintenir des politiques néolibérales comme les accords de libre-échange et la privatisation qui détruisent les emplois et réduisent les salaires, nous devons renforcer la négociation collective, rehausser le salaire minimum et les salaires du secteur public et éliminer les écarts salariaux.

Les services publics de qualité, les programmes sociaux universels, en santé et en éducation notamment, et les régimes de retraite publics ne font pas que générer de bons emplois et stimuler l'économie. Ils sont aussi la meilleure façon de rendre notre société plus juste. Ils doivent donc être améliorés et élargis.

Nous avons également besoin d'une fiscalité plus progressive pour mieux financer les services publics et réduire les inégalités. Il faudra du temps pour rebâtir l'économie canadienne sur des bases plus solides, mais nous devons commencer maintenant.



COUP D'ŒIL SUR L'ÉCONOMIE

LES ÉTUDES ET LES DÉVELOPPEMENTS ÉCONOMIQUES RÉCENTS



ÉQUITÉ FISCALE

Des entreprises pas si responsables

Les entreprises qui occupent les rangs les plus élevés au palmarès de la responsabilité sociale des entreprises (RSE) sont celles qui ont tendance à payer le moins d'impôts et à dépenser davantage pour convaincre les gouvernements de réduire les taxes, si on les compare aux autres compagnies. Selon les experts comptables qui ont effectué l'analyse, les entreprises les mieux cotées contribuent moins au financement des services publics que les compagnies supposément moins responsables socialement. Est-ce qu'elles se servent de la RSE pour camoufler leurs opérations d'évitement fiscal, pour améliorer leur bilan ou les deux ? Quoiqu'il en soit, les grandes compagnies comme Starbucks, Amazon et Google qui pratiquent l'évitement fiscal, subissent de plus en plus de pressions pour qu'elles payent leur juste part.

SALAIRES

Le SCFP exige des mesures pour réduire l'écart salarial entre les hommes et les femmes

L'écart salarial entre les hommes et les femmes au Canada est plus important que dans les autres pays industrialisés. Cet écart a récemment

augmenté et les femmes autochtones, les femmes racisées et les femmes ayant un handicap sont les plus touchées. L'élimination de cet écart est une priorité pour le SCFP. Et pour une fois, certains gouvernements sont à l'écoute. Lors d'une consultation effectuée par le gouvernement ontarien, le SCFP-Ontario a exigé que les libéraux s'attaquent à l'écart salarial entre les hommes et les femmes en augmentant le financement et en accordant des augmentations salariales ciblées pour les professions et les secteurs où les femmes sous-payées sont surreprésentées. La province doit aussi renforcer et financer adéquatement ses engagements en matière d'équité salariale, appliquer l'équité en matière d'emploi, mettre fin à la privatisation et à la sous-traitance, mieux protéger les travailleurs précaires, augmenter le salaire minimum à au moins 15 dollars l'heure, réduire les obstacles à la syndicalisation et fournir des services de garde abordables. Au niveau fédéral, les députés ont adopté la motion de la députée du NPD Sheila Malcolmson qui demande au gouvernement de passer à l'action pour atteindre l'équité salariale.

COMMERCE

Le PTP, un plan transnational pour le profit

Le Partenariat transpacifique (PTP) entraînera la perte de plus de

six millions d'emplois, dont 58 000 au Canada, selon une étude réalisée par l'Université Tufts. Le PTP n'aidra pas non plus à relancer l'économie canadienne de façon significative. Cet accord se soucie davantage des profits des grandes entreprises que du commerce comme tel. Les grandes gagnantes sont les compagnies qui voient leurs pouvoirs augmenter, aux dépens des citoyens et des gouvernements. Avec le PTP, les salaires et la part du revenu national générée par les travailleurs diminueront, alors que les inégalités augmenteront. Le Canada a signé le PTP en février, mais la ratification pourrait prendre jusqu'à deux ans.

INTERNET POUR TOUS

ACORN vise à combler le fossé numérique

La hausse du coût de la vie, causée entre autres par la hausse des prix des aliments, fait en sorte que les familles à faible revenu doivent notamment économiser sur la nourriture et le loyer pour pouvoir conserver leur service Internet. Le service Internet à domicile est essentiel pour les devoirs des enfants, la recherche d'emploi et l'accès aux services gouvernementaux. ACORN, un groupe de défense des intérêts des personnes à faible revenu, exhorte le gouvernement fédéral à obliger les entreprises de télécommunication à fournir aux familles et aux particuliers à faible revenu, un accès à Internet haute vitesse pour 10 dollars par mois.

L'Économie au travail est publiée sur une base trimestrielle par le Syndicat canadien de la fonction publique pour offrir aux travailleurs et à leurs représentants de l'information accessible, des analyses éloquentes des tendances économiques et des outils pour faciliter les négociations.

Découvrez les éditions de *L'Économie au travail* en ligne à scfp.ca/economieautravail. Accédez aussi à d'autres liens utiles.

Pour s'abonner par courriel ou par courrier à *L'Économie au travail*, allez à scfp.ca/abonnement.

À moins d'indications contraires, tout le contenu a été rédigé par Toby Sanger. Karin Jordan et Philippe Gagnon sont les rédacteurs en chef. La mise en page a été réalisée par Méliza Fournier. Veuillez communiquer par courriel (tsanger@cupe.ca) pour toute correction, question, suggestion ou contribution.



SCFP / Syndicat canadien de la fonction publique



ORIENTATIONS ÉCONOMIQUES

Les plus récentes tendances

Croissance économique

L'économie du Canada s'enlise en raison de la chute des prix du pétrole. La croissance devrait être de 1,4 % en 2016 et de 2 % en 2017.

Emploi

La croissance de l'emploi devrait ralentir encore plus cette année au Canada. Selon les prévisions, le nombre d'emplois augmentera à peine de 0,5 % en 2016, alors que le taux de chômage passera à 7,1 %. Il était de 6,9 % l'année dernière. C'est en Alberta que le pourcentage de personnes sans emploi devrait augmenter le plus.

Inflation

Dans l'ensemble, l'indice des prix à la consommation devrait s'accroître de 1,6 % en 2016 et frôler les 2 % en 2017.

Salaires

Les augmentations salariales moyennes prévues aux principales conventions collectives conclues en 2015 sont de 1,4 %, une baisse par rapport à 2014 où elles atteignaient 1,7 %. Ces hausses sont légèrement supérieures au taux d'inflation de l'année dernière (1,1 %), mais elles pourraient être inférieures à l'inflation pour la durée de vie des conventions.

Taux d'intérêt

Il n'y aura pas d'augmentation des taux d'intérêt dans un avenir prévisible en raison de la faiblesse de l'économie. La Banque du Canada ne devrait pas non plus augmenter son taux d'escompte, à tout le moins pas cette année. Par contre, les taux d'intérêt à plus long terme et les taux hypothécaires pourraient augmenter plus rapidement.



PLEINS FEUX :

Une économie pour le 1 % des plus riches

Les inégalités sont encore plus criantes qu'avant sur la planète, selon des calculs effectués récemment par Oxfam. En effet, le 1 % des personnes les plus nanties possèdent maintenant plus de richesses que tout le reste de la population mondiale, tandis que les 62 personnes les plus riches de la Terre possèdent autant que les 3,6 milliards de personnes les plus pauvres.

Comme la richesse économique est souvent synonyme de pouvoir politique, les mieux nantis ont exercé leur influence pour changer les règles afin de garnir encore davantage leurs coffres. Pour accroître leur pouvoir et leur richesse, ils font en effet la promotion de la privatisation, de la déréglementation, des accords commerciaux et de l'évitement fiscal. La majorité des personnes les plus riches et 90 % des plus importantes entreprises dans le monde ont recours aux paradis fiscaux. Cet évitement fiscal est non seulement injuste, mais il représente aussi des pertes de revenus de milliards de dollars que le Canada et les pays les

plus pauvres du monde pourraient utiliser pour financer les services publics.

Des organisations comme Oxfam et Canadiens pour une fiscalité équitable exigent la mise sur pied d'un organisme international de surveillance fiscale qui veillerait à ce que les multinationales et les mieux nantis paient leur juste part.

Pour éviter que l'écart entre les extrêmement riches et la grande majorité des citoyens du monde se creuse davantage, Oxfam demande également aux pays d'augmenter le salaire minimum de façon à ce qu'il se rapproche du salaire de subsistance, de renforcer les droits des travailleurs, de promouvoir les droits économiques des femmes

et d'éliminer l'écart salariale entre les hommes et les femmes. Oxfam souhaite aussi des mesures de transparence et de reddition de comptes pour garder le 1 % des plus riches à l'œil, l'accès universel à des médicaments abordables et des investissements publics ciblés pour lutter contre les inégalités. La taxation de la richesse, des capitaux et du revenu, plutôt que de la main-d'œuvre et de la consommation, est une autre revendication de l'organisation.

LES

62

INDIVIDUS LES PLUS RICHES DE LA TERRE POSSÈDENT AUTANT QUE LES 3,6 MILLIARDS DE PERSONNES LES PLUS PAUVRES



Idee originale : Oxfam.ca

La hausse du chômage prouve qu'il faut réformer l'assurance-emploi

Pour la première fois en six ans, le nombre de nouveaux chômeurs a dépassé le nombre de nouveaux emplois créés l'an dernier. C'est alarmant.

En 2015, le nombre de chômeurs a augmenté de 128 000, alors que le nombre de travailleurs s'est accru d'à peine 122 000. La différence n'est pas si grande, mais d'habitude, ce phénomène se produit seulement lors d'une récession. Pour éviter la récession, mieux vaut prendre ce signal au sérieux et adopter rapidement des mesures pour stimuler l'économie et l'emploi.

Sauf en temps de récession, 200 000 nouveaux emplois sont créés par année au Canada, en moyenne. Cette hausse va de pair avec l'accroissement de la population et de la main-d'œuvre. Le nombre total de chômeurs, lui, augmente beaucoup plus modestement à mesure que s'accroît la population active, soit de

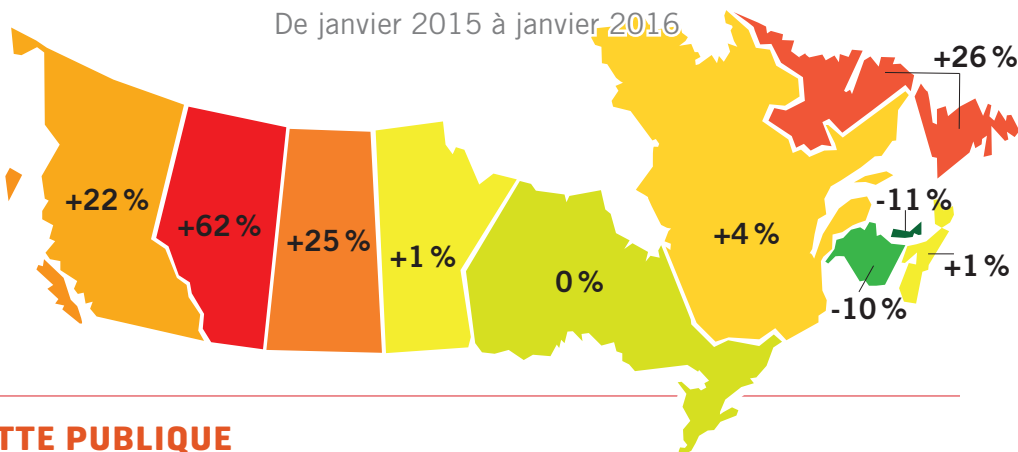
15 000 personnes en moyenne par année.

Au cours de la dernière année, les augmentations du taux de chômage les plus importantes ont été observées en Alberta, en Saskatchewan, à Terre-Neuve-et-Labrador et en Colombie-Britannique. Dans toutes ces provinces, ainsi qu'au Manitoba, les taux de chômage devraient augmenter aussi en 2016.

L'augmentation rapide du taux de chômage dans des régions où il est normalement bas met en lumière la nécessité de réformer l'assurance-emploi. Il faut augmenter les prestations et ajuster les règles d'admissibilité pour que l'assurance-emploi réponde aux besoins de l'ensemble des travailleurs et de leurs familles.

Variation du nombre de chômeurs par province

De janvier 2015 à janvier 2016



DÉBOULONNER LES MYTHES **DETTE PUBLIQUE**

Une dette publique gérable est bonne pour l'économie

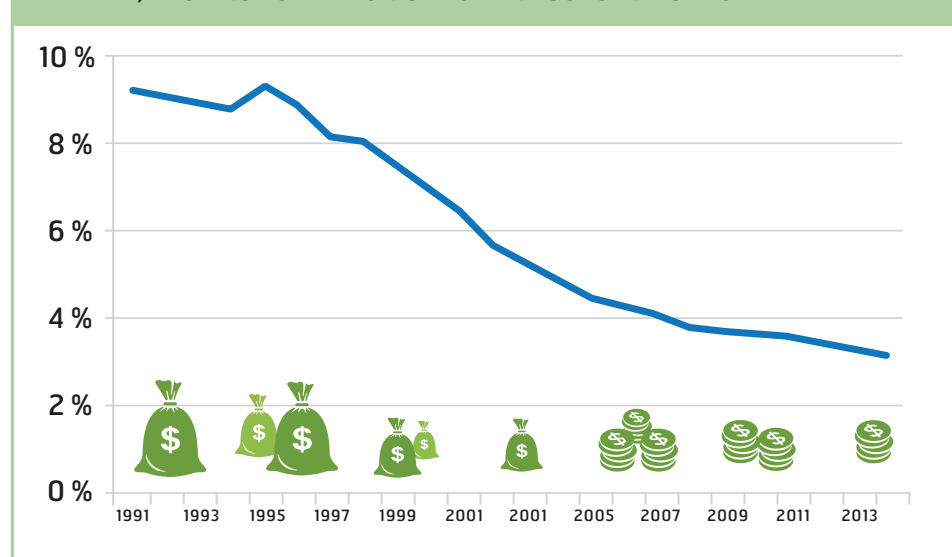
Plusieurs provinces, dont le Nouveau-Brunswick, la Nouvelle-Écosse, le Québec et Terre-Neuve-et-Labrador, disent qu'elles ont besoin de réduire le financement des services publics pour éliminer leur déficit en raison du coût élevé du service de la dette.

Or, cette affirmation n'est pas démontrée dans les faits. Au contraire, en pourcentage du PIB, les frais d'intérêts des dettes provinciales sont à un niveau plancher record, ou près de celui-ci. Actuellement, toujours en pourcentage du PIB, les gouvernements provinciaux paient en moyenne moins de la moitié des frais d'intérêts sur la dette que ce qu'ils versaient il y a 20 ans. Cela est en partie attribuable aux coûts d'emprunt qui s'approchent aussi des niveaux planchers record. Comme les taux d'intérêt devraient rester anémiques pendant encore un certain

temps, les gouvernements devraient donc investir pour stimuler l'économie, au

lieu d'effectuer des compressions dans les services offerts à la population.

FRAIS D'INTÉRÊTS SUR LA DETTE PUBLIQUE VERSÉS PAR LES GOUVERNEMENTS FÉDÉRAL, PROVINCIAUX ET MUNICIPAUX EN POURCENTAGE DU PIB



Source : Statistique Canada, tableaux Cansim 385-0032 et 380-0064

Salaires et inflation : les tendances

L'augmentation moyenne du salaire de base dans les principales conventions collectives signées en 2015 a diminué pour atteindre 1,4 %. Cette hausse était de 1,7 % en 2014. L'année dernière, la hausse moyenne du salaire de base a tout de même été supérieure à l'inflation. Il est toutefois peu probable que cette hausse demeure supérieure à l'inflation pour la durée moyenne des conventions collectives,

soit 45 mois. L'augmentation moyenne du salaire dans les conventions collectives du secteur public a été de 1,2 %, comparativement à 1,8 % dans le secteur privé. Ce fut le cas lors de cinq des six dernières années.

En raison du déclin observé dans le secteur des ressources et de la poursuite des politiques d'austérité, les hausses salariales ont été moins importantes, en particulier dans les

industries fondées sur les ressources naturelles, les services d'utilité publique, le secteur de la construction et le secteur public. Entre 2014 et 2015, les augmentations salariales ont diminué en Nouvelle-Écosse, au Nouveau-Brunswick, au Québec, en Ontario et en Alberta, mais ont augmenté à l'Île-du-Prince-Édouard et dans les milieux de travail sous juridiction fédérale.

AUGMENTATIONS DES PRIX ET DES SALAIRES

	Canada	Secteurs fédéraux	C.-B.	Alb.	Sask.	Man.	Ont.	Qué.	N.-B.	N.-É.	Î.-P.-É.	T.-N.-L.
Augmentation moyenne du salaire de base dans les principales conventions collectives signées en 2015	1,4 %	2,4 %	1,4 %	1,7 %	1,8 %	1,8 %	0,9 %	1,8 %	1,2 %	2,1 %	2,4 %	--
Inflation en 2015	1,1 %	1,1 %	1,1 %	1,1 %	1,6 %	1,2 %	1,2 %	1,1 %	0,5 %	0,4 %	-0,6 %	0,5 %
Inflation moyenne prévue en 2016*	1,6 %	1,6 %	1,9 %	1,5 %	1,8 %	1,8 %	1,9 %	1,7 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,7 %
Inflation moyenne prévue en 2017*	2,0 %	2,0 %	1,9 %	1,6 %	2,0 %	1,9 %	2,0 %	1,9 %	1,9 %	2,0 %	2,0 %	1,9 %

* Selon les prévisions des banques de Montréal, TD et Royale en date du 29 février 2016.

TENDANCES ÉCONOMIQUES BUDGETS FAMILIAUX

Les budgets des familles sont affectés par la hausse des prix des aliments

Le coût des biens de consommation de base croît lentement au Canada, mais la hausse des prix des aliments fait quand même augmenter sensiblement le coût de la vie pour de nombreuses personnes.

Quiconque a fait son épicerie récemment a été frappé par les prix affichés. En janvier, dans les grandes villes canadiennes, les consommateurs ont dû payer jusqu'à 10 dollars pour un chou-fleur et 5 dollars pour un céleri, par exemple. Dans l'ensemble, les prix des fruits et légumes frais ont augmenté de 13 % et le prix du bœuf jusqu'à 30 % en 2015. Pour de nombreuses autres denrées, dont les pâtes alimentaires, les prix ont augmenté de plus de 10 %.

Selon Statistique Canada, pour une famille, le coût moyen du panier d'épicerie a augmenté de 4,1 % en 2015, soit près de quatre fois le taux d'inflation



moyen. Les prix des aliments devraient de nouveau dépasser l'inflation cette année et augmenter de 2 à 4 %, selon le Food Institute de l'Université de Guelph. L'Institut prévoit des prix en hausse pour la viande, les fruits, les légumes et les noix.

Les familles à faible ou à moyen revenu sont durement touchées par l'augmentation des prix des aliments. Elles consacrent en effet une plus grande proportion de leur budget à l'achat des biens de consommation de base, dont les aliments. L'impact est encore plus important pour les familles à faible revenu parce que la proportion de leur budget

consacrée à l'achat de nourriture est au moins deux fois plus élevée que la proportion équivalente pour les familles les plus riches. Même si le prix de l'essence a chuté d'environ 16 % l'année dernière, la famille moyenne dépense habituellement quatre fois plus pour acheter des aliments que pour acheter de l'essence. L'augmentation des prix des aliments sont donc plus importantes que les épargnes réalisées grâce à la réduction du prix de l'essence.

La baisse du dollar canadien est le principal facteur contribuant à la hausse des prix des aliments. Le huard a perdu

Suite à la page 7

MUNICIPALITÉS

Les infrastructures du Canada ont besoin d'une attention immédiate

Selon le Bulletin de rendement des infrastructures canadiennes, le tiers des infrastructures municipales doivent être réparées ou mise à niveau de façon urgente.

L'enquête s'est penchée sur l'état des réseaux d'aqueduc et de transport en commun, des routes et des installations récréatives. Elle a révélé que le tiers de ces infrastructures était dans un état passable, mauvais ou très mauvais.

La valeur totale de ces actifs municipaux essentiels est de 1,1 billion de dollars ou environ 80 000 dollars par famille. Les infrastructures locales font partie de notre richesse commune. Si elles ne sont pas réparées bientôt, elles se détérioreront, perdront de la valeur et exigeront des investissements encore plus importants. Les infrastructures ayant le plus besoin de réparations sont les édifices publics, les installations sportives et récréatives, les routes et les systèmes de transport en commun.



GOVERNEMENT FÉDÉRAL

Les investissements dans les infrastructures pourraient être plus progressistes

Le nouveau gouvernement fédéral s'est engagé à augmenter les investissements dans les infrastructures de plus de 5 milliards de dollars. Cet engagement comprend une enveloppe supplémentaire de 1,67 milliard de dollars par année dans chacun des secteurs suivants : le transport en commun, les infrastructures vertes et les infrastructures sociales. Ces investissements sont judicieux et progressistes. Ils auront aussi un impact positif à long terme en raison des importantes retombées sociales et environnementales qu'ils généreront.

Le gouvernement Harper a bien augmenté le financement destiné aux infrastructures, mais en l'assortissant à des conditions purement idéologiques. Pour toucher du financement, les municipalités devaient en effet conclure des partenariats public-privé, ce qui s'est avéré coûteux et a occasionné d'importants retards.

Sous les conservateurs, peu de financement était consacré à l'amélioration de l'environnement et au nécessaire virage vers une économie à faibles émissions de gaz à effet de serre. De plus,

le financement fédéral accordé a moins bénéficié aux femmes, les dépenses liées aux infrastructures physiques traditionnelles générant surtout des emplois pour les hommes dans le secteur privé. Ces derniers représentent en effet 87 % de la main-d'œuvre dans le domaine de la construction.

Or, les investissements dans les infrastructures peuvent et doivent être avantageux aux plans environnemental et social, et ce, tant au chapitre de services fournis que des retombées économiques. Le financement des infrastructures devrait être assujéti à une analyse comparative des bénéfices pour les hommes et les femmes, ce qui devrait d'ailleurs être le cas pour tous les programmes gouvernementaux. L'augmentation du financement destiné aux infrastructures sociales (logement abordable, services de garde, établissements pour personnes âgées, maisons de transition et installations culturelles, récréatives et communautaires, notamment) serait aussi un pas vers l'avant, tout comme la hausse des investissements dans les infrastructures

vertes et le transport en commun.

Les investissements dans les infrastructures peuvent aussi jouer un rôle dans le processus de réconciliation avec les Premières Nations. Les communautés autochtones réclament en effet depuis longtemps de meilleures infrastructures d'approvisionnement en eau et de traitement des eaux usées. Leurs réseaux de santé, d'éducation et de services sociaux doivent aussi être améliorés.

Les infrastructures publiques doivent être financées et gérées par le public. Les retombées économiques qu'elles génèrent doivent aussi être partagées de façon équitable. Le gouvernement fédéral peut atteindre ces objectifs en assortissant les contrats et le financement en matière d'infrastructures à des conditions progressistes comme l'octroi de salaires de subsistance, le respect de l'équité salariale, de l'équité en matière d'emploi et des droits des travailleurs, ainsi que l'obligation d'offrir de la formation et des opportunités d'emploi aux membres des groupes défavorisés ou en quête d'égalité.

ENVIRONNEMENT

Les bons emplois verts contribuent à la réduction des émissions de GES

Depuis de nombreuses années, le SCFP fait pression sur les gouvernements fédéral, provinciaux et municipaux pour qu'ils augmentent les investissements en matière d'environnement. De concert avec d'autres membres du Réseau pour une économie verte, nous avons exigé des investissements dans le transport en commun, y compris les trains à grande vitesse, la rénovation des immeubles et d'autres mesures d'efficacité énergétique. Nous avons aussi préconisé l'utilisation des énergies renouvelables publiques.

Or, le nouveau gouvernement fédéral dit qu'il veut faire de l'environnement une priorité. De plus, le Canada et les provinces viennent de signer l'accord de lutte contre les changements climatiques

GES du Canada dépasseront de 24 % la faible cible fixée par les conservateurs pour 2020. On parle de 146 mégatonnes de GES supplémentaires qui seront libérées dans la nature.

Nos gouvernements doivent absolument prendre des mesures pour lutter contre les changements climatiques, notamment en rendant les édifices et les installations publics plus écoénergétiques, en investissant dans la production publique d'électricité propre et en améliorant les réseaux de transport en commun. Le maintien des services et des infrastructures dans le secteur public contribuera puissamment à l'atteinte de nos objectifs en matière de lutte aux changements climatiques, en plus de favo-



conclu à Paris en décembre. Fort de cet engagement, les gouvernements fédéral et provinciaux doivent donc maintenant passer à l'action.

L'accord de Paris est un jalon positif dans la lutte aux changements climatiques, mais les réductions des émissions des gaz à effet de serre (GES) doivent absolument s'accélérer pour freiner les effets les plus nocifs de réchauffement de la planète. Le gouvernement Harper a fixé des cibles de réduction des émissions de GES beaucoup trop basses et, par conséquent, fortement critiquées. Selon les projections, les émissions de

riser la création de bons emplois verts.

Le Réseau pour une économie verte estime qu'un investissement de 80,9 milliards de dollars sur cinq ans dans le transport en commun, l'efficacité énergétique et l'utilisation des énergies renouvelables publiques permettra de réduire les émissions de GES du Canada d'au moins 88 mégatonnes, en plus de créer un million d'emplois verts. Même dans le scénario le plus pessimiste, cet investissement contribuerait grandement à atteindre et à dépasser les cibles de réduction que le Canada s'est engagé à atteindre d'ici 2020.

Suite de la page 5

15 % de sa valeur en 2015, alors que le Canada a importé 81 % des fruits et légumes qu'il consomme. La plupart de ces fruits et légumes proviennent de la Californie et de la Floride.

Notre dépendance croissante envers les aliments importés nous rend plus vulnérables non seulement aux variations du taux de change, mais aussi aux changements climatiques. Les sécheresses et les inondations plus fréquentes créent une plus grande incertitude et affectent les stocks disponibles, ce qui a pour effet de faire augmenter les prix de ces aliments.

Le libre-échange a aussi accru notre dépendance envers les aliments importés. Comme il y a moins de protection pour les producteurs locaux, de nombreux grands transformateurs font maintenant affaires au sud de la frontière. De 2006 à 2014, 30 000 hectares de sol de moins ont été consacrés à la production de légumes au Canada et 80 usines de transformation d'aliments ont fermé leurs portes.

La concentration des intervenants dans le secteur de l'approvisionnement alimentaire et de la vente au détail augmente également. Un petit nombre de grandes entreprises et de chaînes de supermarchés étouffent les exploitants indépendants. Seulement trois entreprises, propriétaires des chaînes Loblaws, Sobeys, Métro, Safeway, Extra Foods, Thrifty Foods et des détaillants associés, contrôlent plus de 60 % de toutes les ventes d'aliments au Canada. Cinq entreprises en contrôlent 80 %. Ces compagnies resserrent également leur mainmise sur les canaux d'approvisionnement et de distribution, de sorte qu'il devient très difficile de survivre pour les plus petits joueurs.

Comme elles exercent un contrôle énorme sur le marché et que la concurrence diminue, les chaînes contribuent elles aussi à la hausse des prix. Les profits de Loblaws et de Métro ont augmenté respectivement de 17 et de 14 % au troisième trimestre de 2015. Les bénéfices de ces entreprises devraient continuer d'augmenter, alors que les Canadiens, en particulier les familles à faible revenu, doivent payer davantage.



SORTIR DES SENTIERS BATTUS

Revenu minimum garanti : une bonne idée... à bonifier

Une vieille idée suscite un nouvel intérêt, soit l'instauration du revenu minimum garanti (RMG) aussi appelé revenu de base garanti (RBG) ou revenu de base universel (RBU).

Bien que les noms et les propositions varient, le concept fondamental est simple : le gouvernement devrait garantir un seuil de revenu minimum à tout le monde. De nombreux pays ont, dans une certaine mesure, déjà mis le concept en pratique en instaurant des programmes d'aide sociale ou d'autres programmes de soutien au revenu. Souvent, ces programmes comportent toutefois des critères d'admissibilité qui tiennent compte des actifs des individus, en plus de fournir un revenu inférieur au seuil de la pauvreté. Le revenu minimum garanti remplacerait ou compléterait les programmes de soutien au revenu existants en assurant aux bénéficiaires un revenu de base leur évitant de vivre dans la pauvreté.

Cette mesure peut sembler radicale, mais elle a reçu des appuis provenant de partout sur le spectre politique. L'ancien sénateur conservateur Hugh Segal défend l'idée depuis des années, de nombreux militants anti-pauvreté l'appuient, des pays scandinaves la mettent à l'essai et le nouveau ministre fédéral de la Famille,

des Enfants et du Développement social veut se pencher sur la question.

L'intérêt pour le revenu minimum garanti est renouvelé parce que l'aide sociale est insuffisante, que le nombre d'emplois précaires est à la hausse et que la robotisation favorisera la croissance économique sans faire augmenter le nombre d'emplois.

Toutefois, il faudra faire preuve de prudence lors de la conception et de la mise en œuvre de tout programme de revenu minimum garanti. Certains conservateurs aiment l'idée parce qu'ils y voient une façon d'éliminer le filet social et de le remplacer par un chèque mensuel. Certaines entreprises croient que le revenu minimum garanti leur permettrait de verser des salaires plus faibles. D'autres intervenants s'en préoccupent, car ils estiment que cette solution ne contribuerait pas à réduire la pauvreté, coûterait trop cher et réduirait les incitatifs au travail.

Peu de gens savent qu'un projet-pilote sur le revenu minimum garanti a été mené à Dauphin au Manitoba il y a quarante ans. Le gouvernement néo-démocrate provincial et le gouvernement libéral fédéral y ont en effet implanté le programme « Mincome » en 1974. Le projet a toutefois été abandonné

après cinq ans lorsque les conservateurs ont pris le pouvoir à Winnipeg et à Ottawa. Le programme n'a jamais fait l'objet d'une évaluation officielle.

Le revenu minimum garanti a suscité un débat nourri à l'époque. Les syndicats et les autres groupes progressistes appuyaient l'idée d'un revenu minimum, mais seulement dans le cadre d'un programme plus vaste qui s'attaquerait aux racines de la pauvreté en fournissant des emplois décents, un revenu adéquat et des services publics de qualité pour tous. Cette position est tout aussi pertinente aujourd'hui qu'elle l'était à l'époque.

En 2011, une analyse des archives du projet Dauphin a identifié de nombreux avantages positifs sur les plans social et de la santé. Elle a aussi permis de constater que le projet n'avait pas véritablement réduit les incitatifs au travail. Lorsque c'était le cas, c'était souvent pour de bonnes raisons, comme pour achever des études ou prendre soin d'un enfant.

Au total, le revenu minimum garanti n'est pas une mesure suffisante en soi. Des changements fondamentaux sont nécessaires pour que l'économie profite à tout le monde. Pour ce faire, il faut augmenter le salaire minimum, offrir de bons emplois bien rémunérés, instaurer un régime fiscal plus progressif et améliorer les services publics universels. Grâce à ces mesures, chaque citoyen pourra contribuer de façon productive à la société, et ce, dans la dignité.